Zeitschrift: Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse
Herausgeber: Union syndicale suisse
Band: 59 (1967)
Heft: 12

Artikel: L'opposition à la dictature espagnole
Autor: Mowrer, Richard
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-385471

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 17.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Pour que puisse se réaliser l'unité syndicale, sans que l'on craigne de nouvelles cassures, il faudrait que les syndicalo-communistes fassent la preuve dans les faits qu'ils renoncent à la conception léniniste du syndicalisme, qu'ils renoncent à appliquer la 9e condition de Moscou, qu'ils renoncent aux consignes de Piatnisk.

Or, les derniers événements du Moyen-Orient ont bien montré que les dirigeants de la CGT continuent à calquer leur attitude sur celle du PC...

Il a suffi que l'URSS devienne l'alliée de Nasser pour que PC et CGT condamnent Israël!

L'opposition à la dictature espagnole

Par *Richard Mowrer*

A quelques reprises déjà, nous avons informé les lecteurs de cette revue sur les hauts faits de l'opposition à la dictature franquiste des travailleurs, des étudiants et des démocrates soucieux de préserver la dignité humaine.

Nous reproduisons intégralement cet article du *Journal de Genève*, paru dans le numéro du 29 novembre dernier, dans lequel son correspondant madrilène corrobore de façon frappante nos propres informations:

Les troubles sociaux qui ont traversé l'Espagne cet automne avaient un caractère nouveau. L'opposition, jusqu'alors éparpillée et sans effet, commence à «montrer ses muscles». Le régime ne s'y trompe pas. La fermeté du service d'ordre montre qu'il ne veut prendre aucun risque. Certains se demandent avec inquiétude jusqu'où ira la confrontation.

La collision entre l'opposition et le régime n'est pas nécessairement imminente. On admet généralement qu'il ne peut y avoir d'épreuve de force tant que Franco restera au pouvoir. Mais il aura 75 ans le 4 décembre...

En attendant, les escarmouches se font plus fréquentes. L'opposition accentue l'agitation, synchronise les incidents afin de mettre à l'épreuve les mesures préventives du gouvernement et l'humeur des travailleurs insatisfaits. La force motrice se trouve dans les commissions ouvrières, mouvement clandestin relativement nouveau, qui prend de l'influence. En trois ans, ces mouvements ont proliféré à travers toute l'Espagne, tirant avantage des imperfections des syndicats officiels et d'un besoin d'organisations indépendantes du gouvernement.

Les commissions ouvrières contre les syndicats

Au début, les commissions ouvrières étaient non politiques, et affirmaient n'avoir aucune idéologie et ne s'intéresser qu'à la promotion du bien-être ouvrier. Mais comme elles s'opposaient aux syndicats officiels, elles s'opposaient du même coup au régime. C'est alors que les communistes, les socialistes, les sociaux-démocrates, les catholiques progressistes, et même des Phalangistes ayant perdu leurs illusions, s'intéressèrent aux commissions ouvrières. Pendant des années, ces éléments d'opposition avaient tourné en rond dans un vide politique, incapables de prendre contact avec les masses. Les voici fascinés par les soubresauts de cette masse jusqu'alors inerte: les 10 millions de travailleurs espagnols. Et ils espèrent, en s'infiltrant dans les commissions ouvrières, manipuler le mécontentement des travailleurs et construire une force populaire capable de défier le régime.

Le gouvernement réagit avec fermeté. Les commissions ouvrières ont été déclarées illégales en avril dernier. Depuis, le gouvernement les a dénoncées comme l'instrument complaisant du communisme. La sévérité de sa réaction s'est révélée le 27 octobre. Ce jour-là, selon le plan prévu, l'agitation éclata dans les centres industriels du Nord et du Nord-Est, à Séville, et surtout à Madrid. Pour les agitateurs, c'était le sommet de leur «semaine de lutte». Les jours précédents avaient été marqués par des manifestations étudiantes à Madrid, par des grèves sur le tas dans les usines, par des arrestations préventives et par l'avertissement que la Garde civile et la gendarmerie avaient l'ordre de réprimer les troubles par tous les moyens nécessaires.

Le choc le plus violent se produisit à Tarrasa, centre textile proche de Barcelone. La garde civile tira sur des manifestants qui lui jetaient des pierres. Sur 13 blessés, 5 avaient reçu des balles. Cinq gardes civils furent grièvement blessés. Vingt-sept émeutiers furent arrêtés et doivent être jugés par un tribunal militaire. En outre trois prêtres catholiques, les pères Agustin Daura, Damian Sanchez et Juan Roces furent arrêtés et placés sous la surveillance de leur évêque. Ils ont demandé à être mis en prison avec les vingt-sept détenus laïcs.

Dans les faubourgs de Madrid, la Garde civile a tiré en l'air devant 1500 manifestants massés devant une usine de camions. A l'université, 2000 jeunes gens (sur 30 000 étudiants inscrits) houspillèrent la police en criant «Franco no!», et se firent disperser à coups de matraque ou arroser au bleu de méthylène.

Ouvriers et étudiants dans la rue

Dans les faubourgs industriels de Getafe et de Canillejas, la gendarmerie dispersa les concentrations d'ouvriers qui tentaient de gagner le centre de Madrid. Mais dans d'autres districts plusieurs centaines d'entre eux réussirent à passer les barrages pour se joindre

aux étudiants qui manifestaient sur la Plaza Callao et à Atocha, en face de la gare principale.

Pendant ce temps, dans la ceinture industrielle de la capitale, 25 000 ouvriers faisaient sur le tas une grève d'une demi-heure dans quinze usines. Dans les mines de charbon des Asturies, dans les aciéries de Bilbao et de Gijon, dans les usines de Barcelone, Séville et Pampelune, des arrêts du travail appuyèrent silencieusement la protestation du 27 octobre. Pendant plusieurs jours, la police procéda à des arrestations sélectionnées, cherchant à rafler les trois premiers échelons des responsables des commissions ouvrières. 900 personnes furent interrogées. La plupart furent relâchées. On dit que 300 environ passeraient en jugement.

L'ordre est maintenu sans difficulté, mais...!

On ne peut pas dire que la confrontation d'octobre produisit des résultats sensationnels, bien qu'il faille tenir pour sérieuse la «collision» de Tarrasa. La police avait constamment la situation en main, elle ne fut jamais débordée, et sur les 600 000 ouvriers de Madrid, 6000 seulement se risquèrent à l'affronter.

Toutefois, l'ampleur même des précautions prises par le gouvernement contient la reconnaissance implicite que l'opposition a cessé d'être une minorité insignifiante, que l'on peut soulever d'importants secteurs de la population ouvrière, et que les démonstrations sont dirigées contre la nature même du régime.

Certes, pour les militants de base, le 27 octobre ne fut guère plus que l'occasion de manifester leur mécontentement devant la situation économique. Les prix ont augmenté de 35 à 40 % en trois ans, mais pas les salaires. Un tassement des affaires a provoqué des renvois. Dans plusieurs cas, les syndicats officiels se sont montrés inefficaces.

Mais pour les dirigeants des commissions ouvrières, le 27 octobre fut plus qu'une protestation. Ce fut une épreuve préparée, annoncée d'avance, destinée à embarrasser le régime et à mettre les commissions au centre des espoirs ouvriers. Il est difficile de chiffrer leur contenu politique. Certains l'estiment à 50 % de catholiques progressistes, 30 à 40 % de communistes, le reste étant composé de socialistes, de phalangistes dissidents et d'indéfinissables.

Des prêtres catholiques sont clairement impliqués dans l'affaire. Une douzaine furent arrêtés. Au cours des dernières années, plusieurs ont prêché et agi contre le régime, estimant que le moment est venu pour l'Eglise d'Espagne de s'identifier moins avec le pouvoir et davantage avec les travailleurs. Ils pensent aussi que s'ils n'appuient pas un mécontentement justifié, l'influence des communistes grandira.

L'Eglise est partagée

Dans les jours qui précédèrent le 27 octobre, Vanguardia Obrera Juvenil, l'organisation de jeunesse ouvrière patronnée par les jésuites,

fut visitée cinq fois par la police. Le chef de la VOC, Jose Cudella Maduena, et sa secrétaire, Isabel Arriba, furent arrêtés. A Barcelone, le père Montserrat i Torrents a dû payer la valeur de 1000 fr. s. d'amende pour avoir protesté contre l'intervention de la police, et dans le village basque de Bermeo le père Florentino Arrizabalaga a dû payer 1500 fr. s. pour avoir plaidé en chaire la cause des dissidents.

Et le 14 novembre, la division entre la hiérarchie et le clergé progressiste se fit plus évidente lorsque l'évêque de Madrid, Mgr Casimiro Morcillo, retira la permission de dire des prières dans l'église de Santa Barbara pour les ouvriers arrêtés.

Les manifestations de rue de la «semaine de lutte» sont passées, et tout est redevenu normal en apparence. Mais la mauvaise humeur continue dans les usines. Les arrestations qui cherchent à démanteler les commissions ouvrières provoquent des arrêts du travail, des grèves perlées, de l'obstructionnisme, devant lesquels la police est impuissante.

Mais le développement le plus grave est peut-être la désillusion de ceux qui espéraient, il y a un an, modifier et libéraliser le régime par l'intérieur.

XVIe assemblée générale de l'AISS

Quelque 500 délégués et observateurs représentant 140 organisations membres de l'Association internationale de la sécurité sociale (AISS) dans 62 pays ont pris part à la XVIe assemblée générale de l'AISS, qui s'est tenue du 10 au 20 mai 1967 à Léningrad.

Lors de la séance d'ouverture, qui a eu lieu dans le Palais Tavritcheski, Mme Lydia Lykova, vice-présidente du Conseil des ministres de la RSFSR et ancien ministre de la Sécurité sociale, a été élue présidente de l'assemblée générale. En souhaitant la bienvenue aux délégués au nom du comité d'organisation Mme Lykova a déclaré que «le chemin parcouru par l'association, surtout ces dernières années, témoigne de son autorité accrue et de son influence sur l'évolution de la sécurité sociale dans tous les pays du monde. Nous sommes convaincus, a poursuivi Mme Lykova, que l'œuvre de l'AISS continuera à contribuer activement au développement des systèmes nationaux de sécurité sociale et à une meilleure protection de la santé des masses laborieuses du monde entier, et que l'association resserrera davantage ses liens avec d'autres organisations internationales à l'avant-garde du progrès social.»

Les séances de travail de l'assemblée se sont ouvertes par la discussion du rapport sur les «Développements et tendances de la sécu-